



Région de Matam, Sénégal © Action contre la Faim

SÉNÉGAL

NOTE DE SOUDURE

2025

ANALYSE CONTEXTUELLE

Le climat du Sénégal est marqué par une saison des pluies s'étendant de juin à octobre, suivie d'une longue saison sèche le reste de l'année¹. Le nord du pays en particulier, caractérisé par un climat sahélien est fortement touché par des phénomènes climatiques extrêmes ce qui rend cette partie du pays encore plus vulnérable surtout pendant la période de soudure. Cette période critique, qui s'étend généralement de juin à août, survient entre l'épuisement des stocks issus des récoltes précédentes et l'arrivée des nouvelles productions, accentuant ainsi l'insécurité alimentaire et nutritionnelle pour les populations les plus vulnérables.

En effet, une longue pause pluviométrique² a été observée entre août et septembre 2024, entraînant un déficit du bilan fourrager dans les zones pastorales des départements de Dagana, Podor, Saint-Louis, Louga et Matam, ce qui a conduit les éleveurs à quitter ces zones de façon précoce. Le rapport annuel sur la production de biomasse³ met par ailleurs en évidence une production de biomasse inférieure à la moyenne et globalement déficitaire pour la saison des pluies de 2024, avec des zones particulièrement préoccupantes dans les sites de passage et d'accueil des transhumants (Tambacounda, Kaolack et Kaffrine). De plus, les feux de brousse sont une menace croissante, avec plus de 242 cas recensés entre octobre et décembre 2024, avec une superficie totale brûlée de 12 917 hectares, aggravant davantage la situation pastorale⁴.

Paradoxalement, entre septembre et novembre 2024, le nord-est du Sénégal a été frappé par des inondations d'ampleur historique, provoquées par des crues exceptionnelles du fleuve Sénégal. Ces inondations ont directement impacté plus de 5000 personnes dans la région de Matam à elle seule⁵. Ces différents chocs ont fortement perturbé les équilibres agricoles et pastoraux au Sénégal en général et au nord en particulier. Pour renforcer sa résilience, l'Etat du Sénégal travaille à mitiger ces chocs avec l'élaboration d'un nouvel référentiel (Sénégal 2050). En effet, ce référentiel a été présenté officiellement en décembre dernier et le gouvernement s'attèle à son opérationnalisation.



Pâturage planifié pour restaurer les terres désertifiées (Approche de gestion holistique (Projet ACF Gestion holistique) © Action contre la Faim

¹ Ba, D. D., & Diop, T. (2022). Résilience à la variabilité climatique et perspectives des activités agropastorales dans la région de Matam, nord du Sénégal. Africa Development/Afrique et Développement, 47(3), 43-62.

² Concertation technique régionale sur les productions prévisionnelles 2024-2025 et des bilans céréaliers alimentaires ex-post 2023-2024 et prévisionnels 2024-2025 dans les pays du sahel

et de l'Afrique de l'ouest. Résultats de l'analyse de la situation alimentaire et nutritionnelle au sahel et en Afrique de l'ouest

³ [Rapport d'analyse de production de biomasse en 2024 sur le Sénégal - SIG Sahel - ACF](#)

⁴ Direction des eaux et forêts chasse et conservation des sols- 2024

⁵ [Rapport mission de suivi et d'évaluation des dégâts du SECNSA Note d'alerte Matam Inondations_ACF SN.pdf](#)

SITUATION DE LA SECURITÉ ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE

LA SITUATION ALIMENTAIRE

D'après les analyses du Cadre Harmonisé de novembre 2024, la situation alimentaire et nutritionnelle s'est nettement dégradée comparée à la même période de l'année précédente.

En effet, pour la période d'octobre à décembre 2023, seuls neuf départements étaient identifiés comme sous-pression, et aucun n'était en phase de crise. En revanche, selon les analyses de novembre 2024, six départements étaient en situation de crise, et douze reconnus comme étant sous-pression. Au niveau de la population, le nombre d'individus en phase de crise a plus que doublé, passant de 314 055 à 892 311 en un an.

Les causes de cette dégradation sont multiples. Toutefois, les conditions climatiques défavorables évoquées précédemment, ainsi que leur impact sur les rendements agricoles, constituent des facteurs majeurs.

Par rapport à la moyenne des cinq dernières années, on note également l'augmentation importante du prix du riz⁶ qui est la principale céréale consommée au Sénégal. Cette hausse du prix s'explique par l'inflation mondiale, l'augmentation des coûts de transport et une forte demande. La dépendance du Sénégal aux produits d'importation rend la population vulnérable aux fluctuations des marchés internationaux, notamment des pays asiatiques. Ce phénomène réduit fortement l'accès à l'alimentation

En l'absence de mesures d'atténuation, la situation pourrait empirer au cours de la période projetée de

juin à août 2025, qui correspond à la période de soudure. Trois départements supplémentaires, situés dans les régions de Tambacounda, Kedougou et Kaffrine, pourraient basculer en phase de crise (Tambacounda, Saraya et Malem Hodar) ce qui porte le nombre total de départements en crise à 9 avec plus de 1,3 millions de personnes, soit 7 % de la population totale, menacée.

En définitive, cette dégradation peut s'expliquer par plusieurs facteurs, notamment des conditions météorologiques défavorables, des pressions démographiques accrues, des problèmes d'accès à l'eau et aux ressources, ainsi que des pratiques agricoles et pastorales non durables. A cela s'ajoute la diminution, voire l'épuisement total des stocks alimentaires dans certaines localités, l'inflation des prix des principales denrées de base, des légumineuses et une baisse considérable du disponible fourrager seraient les principales causes de la dégradation de la situation alimentaire des ménages. Il est essentiel de souligner le lien étroit entre insécurité alimentaire et insécurité hydrique⁷. Les déficits en eau et la pollution industrielle des fleuves Sénégal et Gambie compromettent la production agricole et augmentent le risque accru de maladies vectorielles et d'origine hydrique, tandis que l'absence d'une stratégie efficace de gestion de l'eau risque d'accentuer ces tensions. Déjà en situation de stress hydrique, le Sénégal pourrait voir ses prélèvements en eau augmenter de 30 à 60 % d'ici 2035, tandis que la pollution et les événements extrêmes liés à l'eau coûtent chaque année plus de 10 % du PIB⁸.

⁶ Bulletin d'Information d'ACF_ décembre 2024- Janvier 2025

⁷ Miller, J. D., Young, S. L., Bryan, E., & Ringler, C. (2024). Water insecurity is associated with greater food insecurity and lower dietary diversity: Panel data from sub-Saharan Africa during the COVID-19 pandemic. *Food security*, 16(1), 149-160.

⁸ World Bank. Senegal Water Security : Executive Summary (English). Washington, D.C. : World Bank Group. <http://documents.worldbank.org/curated/en/099625203082232347>

Figure 1 : Comparaison des analyses du Cadre Harmonisé de novembre 2023 et novembre 2024 en période courante (SECNSA)

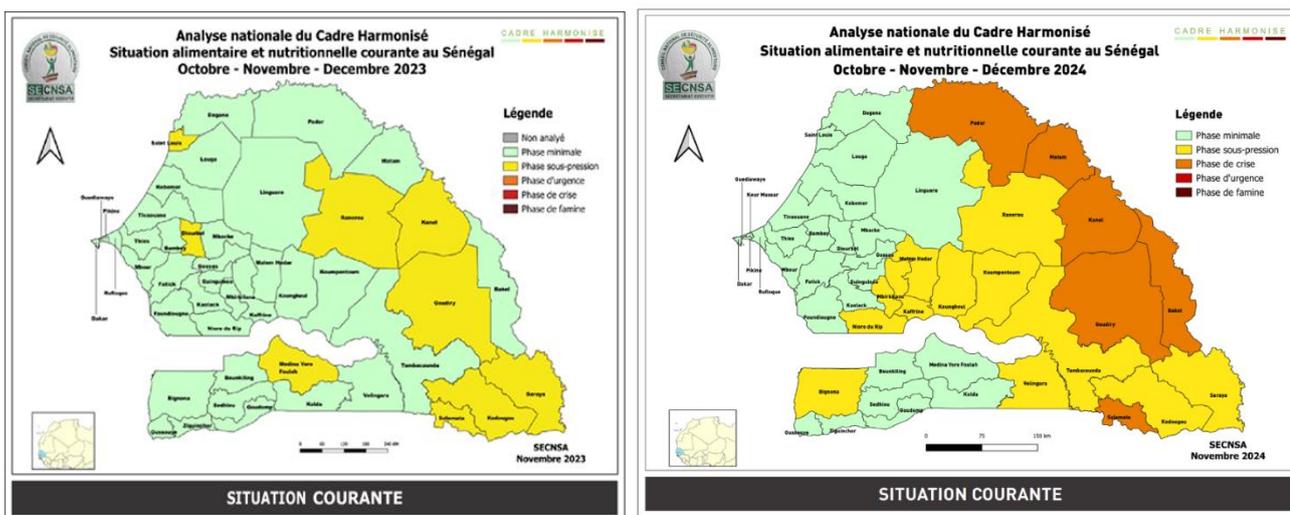


Figure 2 : Comparaison des analyses du Cadre Harmonisé de novembre 2023 et novembre 2024 en période projetée (SECNSA)

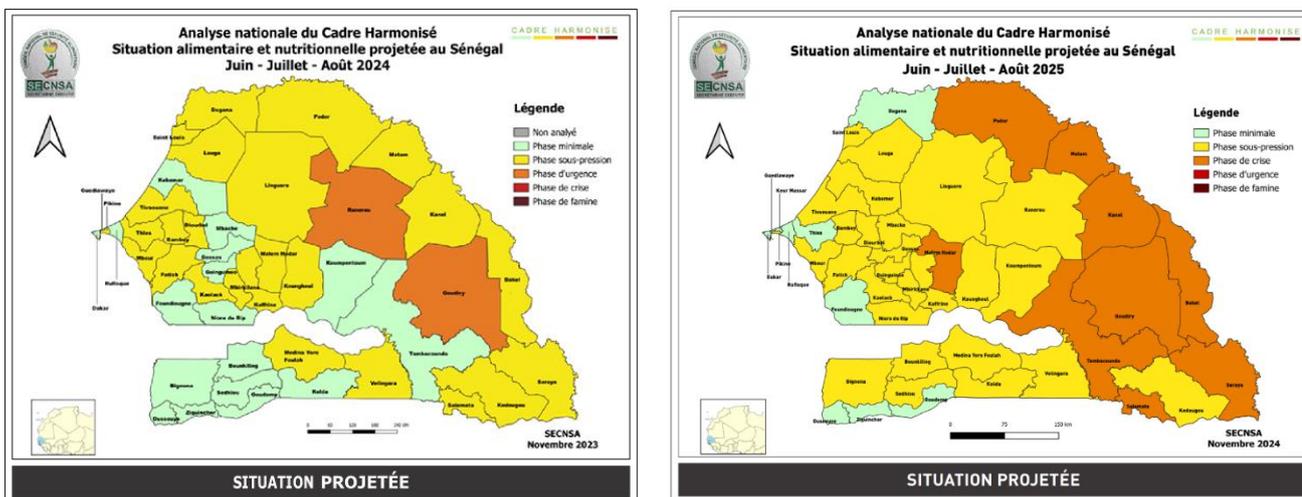
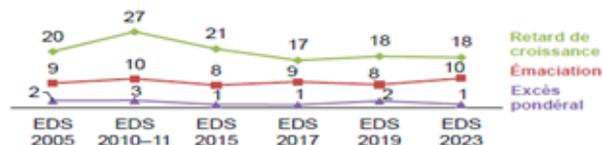


Figure 3 : Tendances des indicateurs de malnutrition (en %) chez les enfants de moins de 5 ans (EDS 2023)

LA SITUATION NUTRITIONNELLE

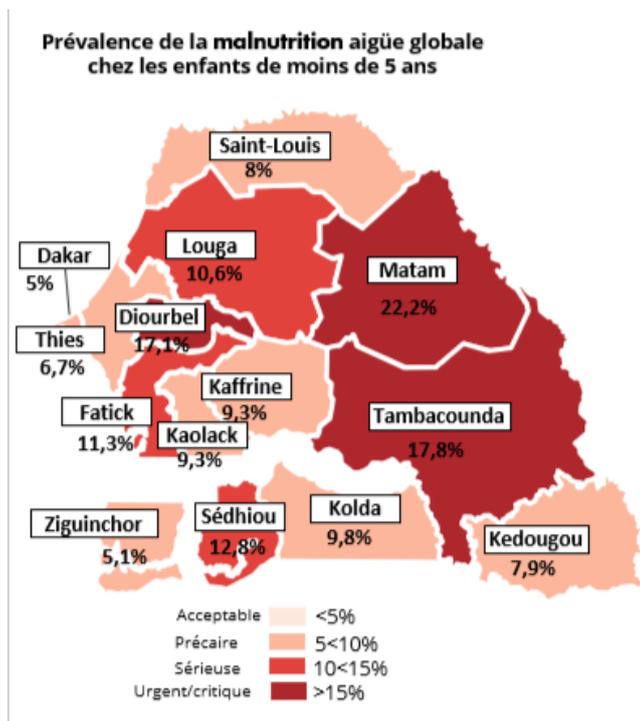
Les indicateurs de l'état nutritionnel des enfants au Sénégal restent globalement précaires ces dernières années. 10 % des enfants de moins de cinq ans souffrent d'émaciation (malnutrition aiguë), dont 1 % sous la forme sévère. En outre, 18 % des enfants de moins de cinq ans présentent un retard de croissance dont 4 % d'une forme sévère⁹.



Cependant, on note une forte disparité régionale de la prévalence d'émaciation avec des taux alarmants dans la région de Matam, Tambacounda et Diourbel.

⁹ Sénégal : Enquête Démographique et de Santé Continue (EDS Continue) 2023

Figure 4 : Prévalence de la malnutrition aiguë chez les enfants de moins de 5 ans



Globalement, les niveaux de malnutrition sont plus élevés en milieu rural qu'en milieu urbain. La prévalence de la malnutrition aiguë atteint 12 % en milieu rural, contre 7 % en milieu urbain. Par ailleurs, 1,5 % des enfants en milieu rural souffrent de malnutrition aiguë sévère. Une forte augmentation de la malnutrition aiguë augmente la mortalité infantile en raison du risque accru d'infections et de complications graves de la malnutrition.

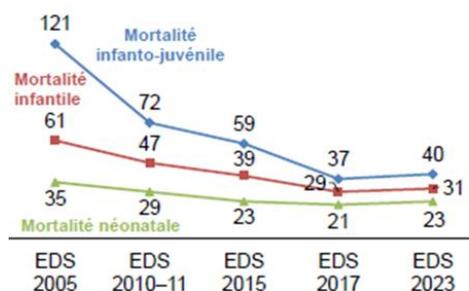
La Malnutrition aiguë est responsable d'environ un décès sur cinq chez les enfants de moins de cinq ans¹⁰.

Avec un taux de mortalité infanto-juvénile de 40 ‰, la situation est d'autant plus préoccupante sachant que la sous-nutrition sous ces différentes formes (l'émaciation, le retard de croissance et l'insuffisance pondérale) est impliquée dans près

de 45 % des décès chez les enfants de moins de cinq ans¹¹.

59% des enfants de moins de 5 ans ayant présenté des symptômes d'Infections Respiratoires Aiguës (IRA) ont recherché un traitement ou des conseils ; Environ quatre enfants de moins de 5 ans sur dix (42 %) ayant eu de la fièvre ont bénéficié de conseils ou d'un traitement et 44 % des enfants de moins de 5 ans ayant eu la diarrhée ont également eu à rechercher des conseils ou un traitement¹². Cependant, seule une minorité de la population (25%) bénéficie d'une couverture santé via les mutuelles de santé communautaires¹³ ; cela signifie que 75% de la population reste en dehors de ce système, ce qui peut limiter l'accès aux soins pour une grande partie de la population qui doit payer leurs soins directement augmentant ainsi le risque de dépenses catastrophiques en santé.

Figure 5 : Tendance des Quotients (%) de mortalité des enfants de moins de cinq ans (nombre de décès pour 1000 naissances vivantes) au Sénégal (EDS 2023)



L'EDS de 2023 a également mis en évidence une évolution à la baisse de l'allaitement maternel exclusif chez les enfants de moins de 6 mois, passant de 41 % en 2017 à 34 % en 2023. Le taux de mise au sein précoce reste également faible, se limitant à 38 %. Par ailleurs, 27 % d'enfant de 6-23 mois ont une alimentation diversifiée, témoignant déjà d'une alimentation peu variée pour une partie de la population. Globalement, le taux d'anémie reste élevé sur toute l'étendue du pays, avec 71 %

¹⁰ [SOS Enfants : Émaciation sévère | UNICEF](#)

¹¹ Organisation mondiale de la Santé [OMS], 2024

¹² Sénégal : Enquête Démographique et de Santé Continue (EDS Continue) 2023

¹³ Agence de la couverture maladie universelle – Sénégal 2022

d'enfants de moins de cinq ans et 54 % de femmes souffrant d'anémie. Les aléas climatiques de l'année 2024, qui ont perturbé la production agricole, réduit la disponibilité des aliments et affecté les moyens de subsistance des ménages, risquent en plus de restreindre d'avantage l'accès à une alimentation diversifiée et augmenter encore le risque d'insécurité alimentaire et de malnutrition dans les zones les plus touchées.

Le Sénégal au travers de sa politique nationale de développement de la nutrition, de son plan stratégique multisectoriel de la nutrition et de sa politique nationale d'alimentation de la mère, du nourrisson et du jeune et son protocole national de prise en charge de la malnutrition, s'engage à renforcer les interventions visant à prévenir et à traiter la malnutrition pour garantir un meilleur capital humain aux enfants.

Un point sur la situation financière

A ce jour, plus de 80% des programmes de financement de l'USAID, l'agence américaine de financement d'aide humanitaire et d'aide au développement, ont été suspendu au niveau global¹⁴. En 2024, l'aide américaine au Sénégal s'élevait à 32,69 millions de dollars¹⁵ et cette

suspension soudaine affecte aussi directement les activités d'Action Contre la Faim (ACF) au Sénégal, entraînant l'interruption de plusieurs projets en cours ou en préparation liés au traitement et à la prévention de la malnutrition aigüe ainsi qu'à la recherche qui œuvre d'améliorer cette prise en charge. Dans un contexte déjà présent de sous-financement, la réduction des financements disponibles se présente comme un vrai défi au Sénégal et soulève des questions sur la continuité des acquis. Face à cette situation, une mobilisation urgente de la communauté internationale, du gouvernement, des bailleurs de fonds et des acteurs humanitaires et de développement est nécessaire afin d'identifier de nouvelles sources de financement et des solutions alternatives pour palier à ce manque annoncé et éviter une aggravation de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle au Sénégal.

¹⁴ [Over 80% of USAID programmes 'officially ending'](#)

¹⁵ [U.S. Foreign Assistance by Country](#)

| LA RÉPONSE D'ACTION CONTRE LA FAIM 2024-5

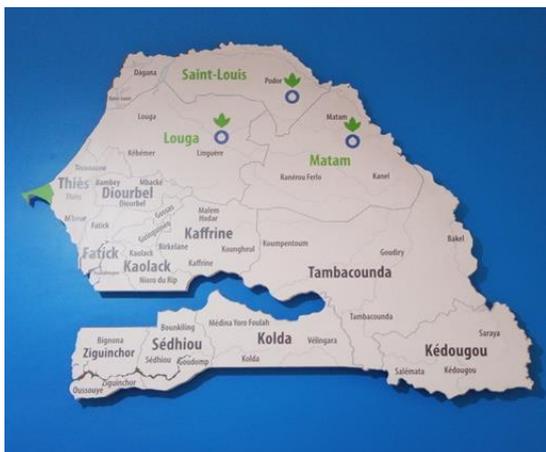


Figure 6 Carte Territoires d'Intervention d'Action Contre la Faim (ACF) Sénégal

ACF Sénégal met un accent particulier sur la localisation, collaborant étroitement avec des ONG nationales, des universités, des autorités locales et des services techniques pour développer ses programmes. Cette approche se traduit par des partenariats diversifiés, mobilisant les ressources locales et nationales pour lutter efficacement contre l'insécurité nutritionnelle et alimentaire.

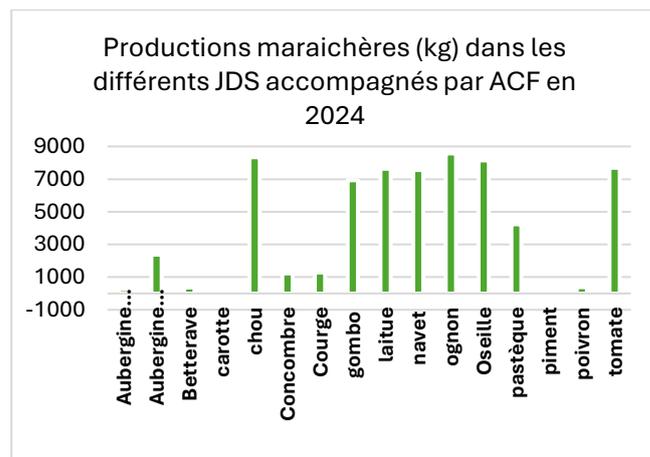
En 2024, 17.024 personnes ont directement bénéficié des opérations d'Action Contre la Faim dans les régions de Matam, Saint-Louis et Louga. Ce support est mis en place à travers les modalités suivantes : agriculture sensible à la nutrition, adaptation au changement climatique et autres chocs, régénération des terres dégradées, prévention de la malnutrition et sensibilisation sur comportements d'hygiène, et autonomisation économique des femmes et des jeunes.

Les capacités techniques de plus de 1 700 femmes ont été renforcées en termes de production maraîchères agroécologique. Ces renforcements de capacité ont permis aux ménages les plus vulnérables d'avoir accès à des aliments diversifiés et nutritifs. Pendant la campagne maraîchère 2024-2025, plus de 65 000 Kg de légumes ont été produits. Par ailleurs, pour permettre à ces



ménages de profiter dans la durée de cette production et minimiser les pertes post-récoltes, ACF a également formé près de 700 femmes à la transformation et la conservation des produits maraîchers.

Figure 7 : Productions maraîchères (kg) dans les différents JDS accompagnés par ACF en 2024



Concernant l'autonomisation socio-économique des femmes, ACF a appuyé la mise en place d'une quarantaine d'Association Villageoises d'Épargne et de Crédit (AVEC) dans ses différentes zones d'interventions. Parmi celles-ci, 23 AVEC ont déjà achevé le premier cycle annuel, ce qui leur a permis de mobiliser près de 39 000 000 Francs CFA, permettant notamment le financement d'activités génératrices de revenus. En effet, les AVEC permettent d'améliorer significativement l'accès au crédit des femmes et de contribuer durablement à leur résilience économique.

Toujours par rapport à l'autonomisation des femmes, plus de 35 femmes ont été formées aux techniques de transformation et valorisation de la production de lait locale. Ces formations, couplées à différents appuis en matériels aux Unités de Transformation Laitière, ont permis de collecter et transformer plus de 26 000 litres de lait en 2024.

Dans un contexte de lutte contre le changement climatique, ACF a entrepris une *Recherche Action Formative* visant la restauration des terres dégradées, en appliquant des solutions basées sur la nature (Gestion Holistique). En effet, en 2024, ACF a mis en place deux parcelles de démonstration dans la réserve sylvopastorale de Déaly, couvrant une superficie totale de près de 270 Ha. Sur ces 270 ha, plus de 70 ha ont déjà bénéficié de l'impact animal, et les équipes terrains sont à pied d'œuvre pour suivre l'évolution des indicateurs environnementaux dans ces parcelles en comparaison avec les parcelles témoins.

Toujours dans ce contexte de lutte contre le changement climatique, ACF met à disposition des agro-pasteurs, du gouvernement et d'autres décideurs des informations fiables et continues sur l'état des principales ressources pastorales, au travers d'un système d'alerte précoce et de surveillance pastoral. Considéré comme l'un des plus fiables de la sous-région ce système, le SIG Sahel permet aux acteurs concernés d'anticiper au mieux la soudure pastorale¹⁶.

En ce qui concerne les activités de sensibilisation pour la prévention de la malnutrition, elles ont touché plus de 2 000 personnes en 2024 et au début de l'année 2025. Ces activités ciblent principalement les femmes, au regard de leur rôle prééminent dans la cellule familiale. Ces sensibilisations permettent d'améliorer significativement les pratiques des femmes en

matière d'alimentation maternelle, alimentation du nourrisson et du jeune enfant (ANJE), ainsi que les bonnes pratiques d'hygiène et de santé au sein des ménages.



Activité d'engagement communautaire © Action contre la Faim

ACF renforce aussi ses actions et son impact en promouvant l'engagement communautaire dans la lutte contre la malnutrition. Ainsi, près de 4 000 personnes ont été accompagnées à l'identification des facteurs de risque de la malnutrition et la mise en œuvre de solutions idoines pour y faire face. Cette approche favorise la pérennisation des interventions tout en s'appuyant sur la pleine participation, la responsabilisation et l'autodétermination des communautés. Elles ont par ailleurs été formées à dépister la malnutrition aigüe à l'aide du MUAC pour renforcer la détection précoce des cas.

Par ailleurs, pour maximiser son impact et favoriser l'appropriation de ses interventions, la mission Sénégal d'ACF collabore étroitement avec les partenaires locaux (autorités sanitaires et administratives, ONG locales) dans la co-construction des interventions, la mise en œuvre et le suivi.

¹⁶ Pour obtenir plus de détails sur le travail d'ACF dans le secteur pastoral. [« Pour le Pastoralisme contre la Faim »](#) (Nov 2024)

| RECOMMANDATIONS

Au gouvernement et ses partenaires techniques :

- Mettre en œuvre rapidement un plan d'action coordonné et allouer les ressources pour mieux faire face à la période de soudure qui s'annonce, particulièrement dans les départements en crise.
- Renforcer la surveillance nutritionnelle au niveau national et allouer les financements nécessaires pour la réalisation des enquêtes nutritionnelles (EDS, LINKNCA, SMART, SQEAC, IPC AMN, enquête de Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle, etc.) afin d'informer les prises de décision.
- Intégrer dans le Plan National de Réponse (PNR) une assistance spécifique aux éleveurs dans la région du Ferlo.
- Renforcer les projets de résilience pour dans les départements sous pression, afin de préparer les populations à faire face aux chocs climatiques qui sont de plus en plus fréquents.
- Renforcer la recherche de solutions durables aux causes structurelles de l'insécurité nutritionnelle dans ces zones à travers des recherches opérationnelles innovantes et la capitalisation des leçons apprises de la mise en œuvre des programmes.
- Augmenter les actions actives d'identification des cas de malnutrition et prioriser le traitement des cas graves de malnutrition ainsi que le renforcement de la couverture des services au niveau communautaire.

Aux bailleurs de fonds :

- Mobiliser de manière urgente des fonds pour soutenir les populations en prévision de la période de soudure, et pour faire face à la réduction significative des financements disponibles à l'échelle du territoire et de la région
- En plus des fonds d'urgence, il est impératif de planifier des ressources financières visant à renforcer la résilience des populations à long terme, afin d'accroître leur capacité à faire face aux chocs futurs de manière durable.
- Impliquer les bailleurs du secteur privé dans la réponse à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle.



CONTACTS

Françoise Siroma - Responsable Technique Santé et Nutrition

fsiroma@sn.acfspain.org

Ibrahima Sory Balde – Responsable Technique Sécurité Alimentaire et Moyen d’Existence

isobalde@sn.acfspain.org

Stéphanie Buell – Directrice Pays

sbuell@sn.acfspain.org